

Cote du document:	EB 2013/108/R.7/Rev.1
Point de l'ordre du jour:	5
Date:	10 avril 2013
Distribution:	Publique
Original:	Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Ressources disponibles pour engagement

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Iain Kellet

Vice-Président adjoint
Département des opérations financières
téléphone: +39 06 5459 2403
courriel: i.kellet@ifad.org

Allegra Saitto

Comptable et Responsable de l'Unité chargée
de la gestion de bilan
téléphone: +39 06 5459 2405
courriel: a.saitto@ifad.org

Michael Travisano

Gestion de bilan
Chargé de la modélisation des ressources
téléphone: +39 06 5459 2543
courriel: m.travisano@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra

Chef du Bureau des organes
directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent huitième session
Rome, 10-11 avril 2013

Pour: **Approbation**

Recommandation d'approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver ce qui suit:

Compte tenu de la situation des ressources estimée au 8 février 2013, établissant une projection de flux de trésorerie durable à long terme pour le FIDA (voir le graphique 1 et le tableau 1), le Conseil d'administration, vu la section 2 b) de l'article 7 de l'Accord portant création du FIDA, note le montant estimatif des rentrées de fonds déterminé par la mise en correspondance des obligations financières (sorties de fonds) résultant des engagements souscrits pour l'ensemble du programme de prêts et dons 2013, que la direction propose à titre indicatif de fixer à 836 millions d'USD, d'une part, et des ressources actuelles et des rentrées de fonds prévues, d'autre part. Sur cette base, le Conseil d'administration approuve les engagements de 2013 et autorise le Président à conclure des accords pour les prêts et dons soumis pour approbation au Conseil durant l'année 2013 ainsi que pour ceux qui doivent être approuvés selon la procédure de défaut d'opposition. En outre, le Conseil invite le Président à lui rendre compte, aux sessions suivantes, des ressources disponibles pour engagement et des prêts et des dons approuvés au titre du principe du flux de trésorerie durable.

Introduction

Comme il est demandé dans le Rapport de la Consultation sur la neuvième reconstitution des ressources du FIDA, les ressources disponibles pour engagement pour le programme de prêts et de dons du Fonds devraient être définies suivant le principe du flux de trésorerie durable, le pouvoir d'engagement anticipé (PEA) étant alors un indicateur dérivé à des fins d'information seulement. Les procédures et définitions connexes ont été réunies dans le document EB 2013/108/R.20.

La section I de ce document présente une demande de recours au pouvoir d'engagement anticipé, fondée sur le principe du flux de trésorerie durable, tandis que la section II rend compte de l'utilisation du pouvoir d'engagement anticipé au 31 décembre 2012, comme il est demandé dans le Rapport de la Consultation sur la neuvième reconstitution des ressources du FIDA.

Section I

Ressources disponibles pour engagement sur la base du principe du flux de trésorerie durable

1. La résolution 166/XXXV du Conseil des gouverneurs sur la neuvième reconstitution des ressources du FIDA stipule que, "à compter du 1^{er} janvier 2013, lorsque le Conseil d'administration autorise l'engagement anticipé de fonds provenant des opérations en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 7.2 b) de l'Accord, la capacité d'engagement du Fonds sera évaluée et déterminée, conformément à la méthode du flux de trésorerie durable, par une mise en rapport des obligations financières (sorties de fonds) découlant des engagements avec les ressources actuelles et les rentrées de fonds prévues". Par rapport à la pratique adoptée lors des reconstitutions antérieures, cette méthodologie, qui sera appliquée durant la période de la neuvième reconstitution, constitue un changement majeur dans la composition et la détermination des ressources disponibles pour engagement.
2. Un certain niveau de programme de prêts et dons est considéré comme satisfaisant au principe du flux de trésorerie durable si, au cours des 40 prochaines années, au vu des prévisions relatives à toutes les entrées et sorties de fonds découlant des programmes de prêts et dons actuels et futurs et des obligations correspondantes, la liquidité du FIDA (c'est-à-dire le solde de sa trésorerie et de ses placements) ne

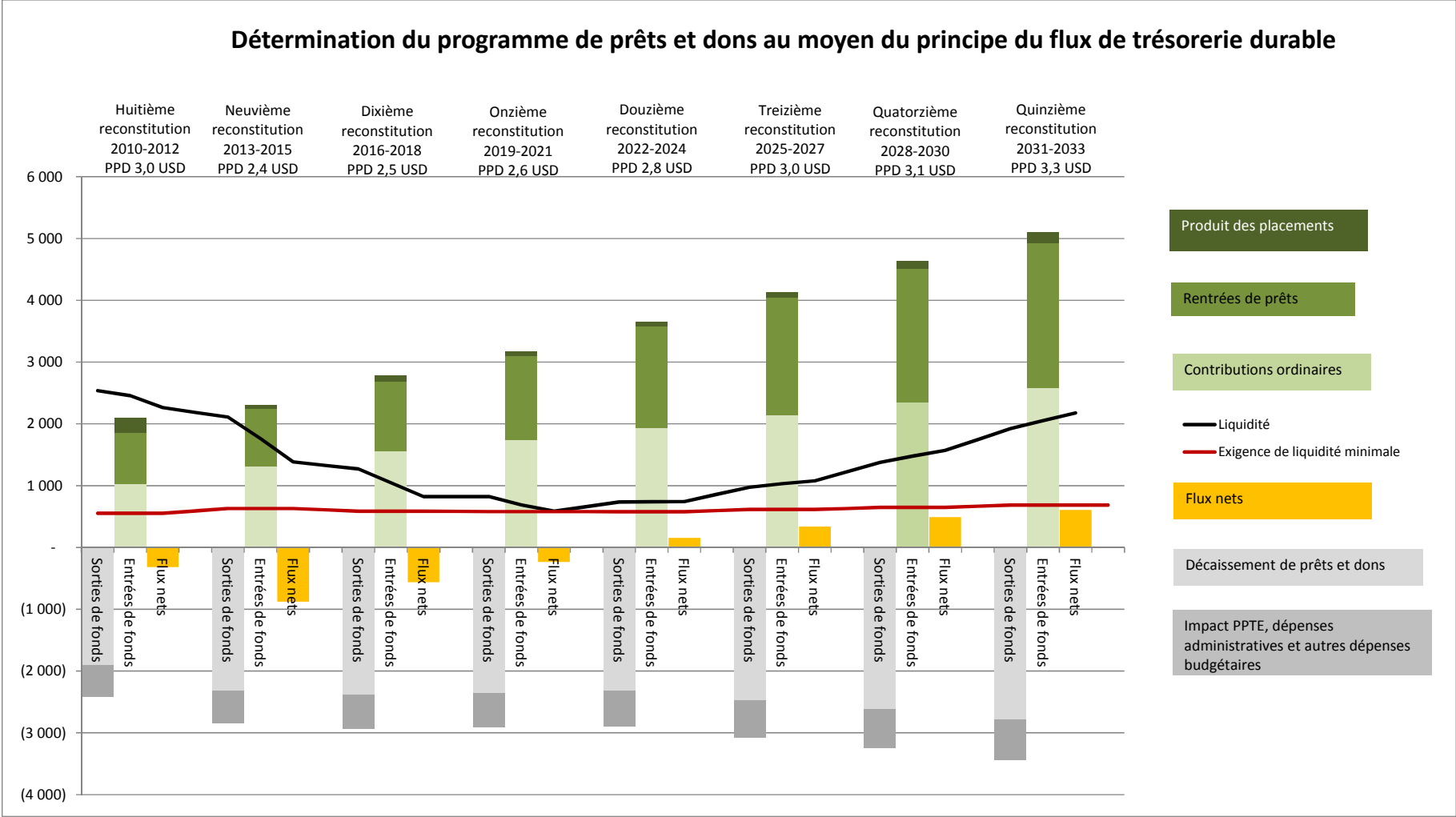
tombe jamais au-dessous du seuil minimal obligatoire stipulé dans sa Politique en matière de liquidités¹. "L'une des grandes différences entre l'approche proposée et celle qui a été appliquée pour les reconstitutions précédentes est que le plafond du PEA est maintenant un indicateur *dérivé*, et non plus un postulat du modèle financier." (REPL.IX/2/R.5, p. 5).

3. Le document "Procédures et définitions pour la détermination des ressources disponibles pour engagement sur la base du principe du flux de trésorerie durable" (EB 2013/108/R.20) présente des informations détaillées sur la mise en œuvre du principe du flux de trésorerie durable. Il précise, en outre, tous les principaux éléments des flux de trésorerie du FIDA, qui ont été analysés dans le modèle financier du FIDA sur la base de paramètres négociés pour la période de reconstitution.
4. La Consultation sur la neuvième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA9) a abouti à la fixation d'un objectif de reconstitution de 1,5 milliard d'USD et d'un programme de prêts et dons de 3,0 milliards d'USD². L'ensemble du programme de prêts et dons comprend les dons financés par les contributions complémentaires du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP), ainsi que les projets à financer et les ressources additionnelles à mobiliser.
5. Les prévisions financières excluant les contributions complémentaires à l'ASAP et le programme de dons qui s'y rapporte font apparaître un flux de trésorerie provenant des contributions ordinaires des Membres à FIDA9 à hauteur de 1,17 milliard d'USD et un programme de prêts et dons de 2,4 milliards d'USD. En conséquence, ces prévisions ont un horizon temporel de 40 à 50 ans fondé sur la durée des prêts accordés par le FIDA à des conditions particulièrement favorables.
6. Le principe du flux de trésorerie durable permet de garantir que la liquidité nette (les entrées de fonds moins les sorties de fonds) au cours de cette période de 40 à 50 ans sera supérieure au seuil minimal de liquidité obligatoire. Comme le prévoit la Politique du FIDA en matière de liquidités, et afin de garantir un flux de trésorerie durable, le FIDA doit conserver à tout moment des liquidités équivalant à 60% au moins du montant annuel brut des décaissements ainsi que de tous besoins supplémentaires éventuels résultant de chocs de liquidité.
7. Le graphique 1 (et le tableau 1) ci-après indique l'impact des flux de trésorerie sur la liquidité du FIDA jusqu'à FIDA15 (2033), et compare le programme de prêts et dons qui en découle avec le seuil minimal de liquidité. Une diminution des ressources internes du FIDA est perceptible au cours des dix prochaines années, du fait qu'un montant maximal de liquidités (compatible avec le respect du seuil de liquidité requis) est alloué au programme de prêts et dons. Le niveau de liquidité remontera ensuite, car les rentrées de fonds dépasseront le montant des décaissements. Si, au cours d'une période de reconstitution quelconque, le taux de liquidité en fin d'année par rapport aux décaissements bruts prévus pour la même année tombait au-dessous de 60%, le flux de trésorerie du FIDA serait alors considéré comme non durable. Par conséquent, il ressort du graphique 1 que la résilience financière à long terme du Fonds est forte et apte à soutenir le niveau actuel et futur prévu du programme de prêts et dons. Plus précisément, le seuil minimal de liquidité résultant du programme de prêts et dons proposé est estimé à 62% des décaissements prévus pour FIDA11, chiffre supérieur au seuil minimal de 60% et par conséquent sans impact sur le flux de trésorerie durable du FIDA.
8. Cette projection implique pour 2013 un PEA équivalent à 6,9 ans. De plus amples informations sur les flux de trésorerie prévus figurent dans le tableau 1 ci-après.

¹ EB 2006/89/R.40.

² Au 31 décembre 2012, les engagements relatifs au Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP) atteignaient 330 millions d'USD. Étant donné que le niveau cible de la neuvième reconstitution a été fixé à 1,5 milliard d'USD, les ressources ordinaires du FIDA représentent au total 1,17 milliard d'USD.

Graphique 1³
La trésorerie et les liquidités du FIDA
(en millions de dollars des États-Unis)



³ Les principales hypothèses sur lesquelles sont fondés les chiffres ci-dessus sont les suivantes: un profil de décaissement des prêts de 10 ans; un taux moyen d'annulation de prêts de 13%; une croissance des dépenses administratives correspondant au taux de l'inflation après FIDA9; un taux de rendement du portefeuille de placements de 1% pour 2013-2015, de 2,0% pour 2016 et de 3,0% à partir de 2017; un profil d'encaissement des contributions des Membres à la reconstitution fondé sur la tendance de FIDA8; et un taux d'inflation de 2% par an.

Tableau 1

Liquidité globale – solde et flux de trésorerie durable au 20 février 2013

(en millions de dollars des États-Unis)

	2013 ^d	FIDA9 2014	2015	FIDA10	FIDA11	FIDA12	FIDA13	FIDA14	FIDA15
Programme de prêts et dons ^a	836	900	630	2 479	2 631	2 792	2 963	3 144	3 336
Liquidité en début de reconstitution	2 270	2 116	1 766	1 390	829	593	748	1 083	1 576
Entrées de fonds									
Rentrées de prêts	287	297	313	1 073	1 273	1 513	1 707	1 873	1 974
Contributions ^b	435	279	295	1 210	1 337	1 475	1 610	1 748	1 895
Produit des placements	22	19	16	90	67	65	88	126	176
Sorties de fonds									
Décaissements	(747)	(777)	(794)	(2 384)	(2 356)	(2 325)	(2 467)	(2 620)	(2 781)
Impact PPTE	0	(12)	(51)	(67)	(45)	(29)	(26)	(21)	(9)
Dépenses administratives et autres dépenses budgétaires	(150)	(153)	(150)	(471)	(500)	(531)	(563)	(598)	(634)
Immobilisations	(4)	(4)	(4)	(12)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)
Mécanisme de financement du développement des programmes (MFDP)	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Liquidité en fin de reconstitution	2 116	1 766	1 390	829	593	748	1 083	1 576	2 181
Pourcentage de liquidité par rapport aux décaissements ^c	235%	187%	139%	84%	62%	77%	104%	143%	187%

^a Le programme de prêts et dons ne comprend pas les dons relatifs à l'ASAP.^b Les contributions incluent les encaissements/tirages ainsi que les contributions en espèces (y compris les contributions supplémentaires), à l'exclusion de celles qui se rapportent à l'ASAP.^c L'exigence de liquidité minimale est par définition la liquidité minimale en fin d'année, fixée à 60% au moins de sorties de fonds annuelles brutes (décaissement de prêts et dons, impact PPTE, dépenses administratives et autres dépenses budgétaires, immobilisations et MFDP). Un pourcentage supérieur à 60% indique un flux de trésorerie durable pour la période.^d Le PEA dérivé pour 2013 est estimé à 6,9 années.

Recommandation

9. Compte tenu de la situation des ressources estimée au 8 février 2013, établissant une projection de flux de trésorerie durable à long terme pour le FIDA (voir le graphique 1 et le tableau 1), le Conseil d'administration, vu la section 2 b) de l'article 7 de l'Accord portant création du FIDA, note le montant estimatif des rentrées de fonds déterminé par la mise en correspondance des obligations financières (sorties de fonds) résultant des engagements souscrits pour l'ensemble du programme de prêts et dons 2013, que la direction propose à titre indicatif de fixer à 836 millions d'USD⁴, d'une part, et des ressources actuelles et des rentrées de fonds prévues, d'autre part. Sur cette base, le Conseil d'administration approuve les engagements de 2013 et autorise le Président à conclure des accords pour les prêts et dons soumis pour approbation au Conseil durant l'année 2013 ainsi que pour ceux qui doivent être approuvés selon la procédure de défaut d'opposition. En outre, le Conseil invite le Président à lui rendre compte, aux sessions suivantes, des ressources disponibles pour engagement et des prêts et des dons approuvés au titre du principe du flux de trésorerie durable.

Section II

Ressources disponibles pour engagement suivant la définition du PEA

10. La pièce jointe I présente un état des ressources disponibles pour engagement, et la pièce jointe II énumère les montants expressément exclus des ressources disponibles pour engagement au titre du programme ordinaire du FIDA au 31 décembre 2012.
11. La pièce jointe III présente les ressources engagées au titre du PEA entre 2001 et 2011, ainsi qu'une analyse des flux nets de ressources du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012, estimés à ce jour à 600,1 millions d'USD. Dans la mesure où le total des engagements au titre des prêts et des dons s'établit à 1 062,6 millions d'USD⁵, et compte tenu du fait qu'un PEA à hauteur de 671,4 millions d'USD a déjà été approuvé cette année, aucune demande de recours additionnel au PEA n'est soumise pour approbation.

⁴ La projection relative au programme de prêts et dons 2013 exclut les dons relatifs à l'ASAP.

⁵ Le montant de 1 062,6 millions d'USD recouvre:

- les prêts et dons déjà approuvés pour un montant de 1 035,8 millions d'USD; et
- les projets devant être approuvés par le biais de la procédure de défaut d'opposition en décembre 2012 et approuvés début janvier 2013 pour un montant de 27 millions d'USD, au titre du programme de prêts et dons de 2012.

État des ressources disponibles pour engagement au 31 décembre 2012
(en milliers de dollars des États-Unis)

Avoirs en monnaies librement convertibles		
Encaisse et placements	2 291 224	
Billets à ordre – États membres ^a	334 182	
Autres sommes à recevoir	<u>21 951</u>	<u>2 647 357</u>
À déduire:		
Sommes à payer et passif exigible		(172 401)
Réserve générale		(95 000)
Prêts entrés en vigueur mais non décaissés	(2 612 664)	
Prêts approuvés et signés mais non encore entrés en vigueur	(125 433)	
Dons non décaissés	(91 044)	
Dons CSD non décaissés	<u>(657 315)</u>	(3 486 456)
Tirage sur des billets à ordre qui n'ont pas été réglés (voir pièce jointe II) ^a		<u>(80 861)</u>
Ressources disponibles pour engagement		<u>(1 187 361)</u>
À déduire:		
Prêts non encore signés		(432 947)
Dons CSD non encore signés		(168 707)
Dons approuvés mais non encore entrés en vigueur		<u>(43 042)</u>
Ressources nettes disponibles pour engagement avant report du PEA et flux nets en 2012		<u>(1 832 057)</u>

^a Le montant des billets à ordre (269 741 000 USD) est un chiffre brut incluant les provisions de 80 861 000 USD correspondant aux montants mis en recouvrement et non payés; il comprend un montant de 10 millions d'USD à recevoir au titre des contributions complémentaires.

Résumé des flux de ressources pendant la période considérée		
Montant PEA reporté au 1 ^{er} janvier 2012		1 396 391
Flux nets au 31 décembre 2012	600 170	
Engagements au titre des prêts et des dons au 31 décembre 2012	<u>(1 035 836)</u>	
PEA utilisé/(PEA couvert)		<u>435 665</u>
Montant PEA reporté au 31 décembre 2012		1 832 057
Engagements de prêts et de dons approuvés par le biais de la procédure de défaut d'opposition, janvier 2013		26 741
Montant PEA à reporter		<u>1 858 798</u>

Montants expressément exclus des ressources disponibles pour engagement au titre du programme ordinaire au 31 décembre 2012
(en milliers de dollars des États-Unis)

Programme ordinaire du FIDA		
Tirages sur la contribution initiale		
Billets à ordre qui n'ont pas été réglés		
Iran (République islamique d')	29 358	
Iraq	<u>13 717</u>	43 075
Tirages sur la première reconstitution		
Billets à ordre qui n'ont pas été réglés		
Iraq	<u>31 099</u>	31 099
Tirages sur la troisième reconstitution		
Billets à ordre qui n'ont pas été réglés		
République populaire démocratique de Corée	600	
Libye	<u>6 087</u>	6 687
Total des montants expressément exclus		<u>80 861</u>

Analyse du recours au pouvoir d'engagement anticipé*En millions de dollars des États-Unis*

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Report du PEA en début d'exercice	-	153,7	277,8	331,1	136,8	296,0	453,3	585,3	742,3	789,0	936,1	1 396,4
Montant net PEA utilisé/(couverture)	153,7	124,1	53,3	(194,3)	159,2	157,3	132,0	157,0	46,7	147,1	460,3	462,4
Report du PEA en fin d'exercice	153,7	277,8	331,1	136,8	296,0	453,3	585,3	742,3	789,0	936,1	1 396,4	1 858,8

En millions de dollars des États-Unis

	<i>Montant effectif de janvier à décembre 2012</i>
1. Ressources disponibles en début de période	0
Analyse des flux	
Contributions des Membres	370,0
Rentrées de prêts	267,5
Annulations de prêts et de dons	51,3
Produit net des placements	72,5
Mouvements nets de change	1,5
Transferts PPTE et AMACS	(10,0)
Dépenses de fonctionnement	(152,7)
2. Total estimé des entrées nettes pour la période	600,1
3. Montant PEA approuvé par le Conseil d'administration en cours d'exercice	671,4
4. Engagements au titre des prêts et des dons^a	(1 062,6)
5. Montant PEA à approuver à EB 108^b	0
6. Montant PEA couvert par les rentrées de la période	(209,0)
7. Solde PEA non utilisé (= 1+2+3+4+5+6)	0
8. Montant PEA reporté (= période précédente)	1 396,4
9. Montant PEA à reporter (= 3+5+6+7+8)^c	1 858,8

^a Le montant de 1 062,6 millions d'USD recouvre:

- les prêts et dons déjà approuvés pour un montant de 1 035,8 millions d'USD;

- les projets devant être approuvés par le biais de la procédure de défaut d'opposition en décembre 2012 et approuvés début janvier 2013 pour un montant de 27 millions d'USD, au titre du programme de prêts et dons de 2012.

^b EB 108: cent huitième session du Conseil d'administration (avril 2013); Initiative PPTE: Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés; AMACS: plan d'assurance maladie après cessation de service.^c Le plafond du PEA fixé à sept ans des montants remboursés sur les prêts représente approximativement 2,4 milliards d'USD, conformément à la définition de la huitième reconstitution. Le montant estimé du report correspond à environ 5,8 ans de remboursement des prêts.